

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Nombre de membres du
conseil : 9
En exercice : 9
Qui ont pris part à la
réunion : 6

Date de convocation :
23 septembre 2022

SÉANCE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatre octobre à dix-sept heures trente, s'est réuni en séance, les membres du Conseil d'Administration au nombre prescrit par la loi, à la mairie d'Aiguillon, salle du Jumelage, sous la présidence de Madame Valérie BIDET, Vice-Présidente du Conseil d'Administration du C.C.A.S.

Étaient présents : 6

MM. Valérie BIDET, Catherine LARRIEU, Brigitte LEVEUR, Danièle POLONI, Claudette PICARD, Dominique REAU

Étaient absents : 3

MM. Christian GIRARDI, Marie-Thérèse LIPIN, Annick PAPON

Pouvoir de vote :

Mme Marie-Thérèse LIPIN à Valérie BIDET

Objet de la délibération

Assistaient également à la séance :

MM. Martine BEVILACQUA – Directrice du CCAS-, Flora BOULBES – Agent social-.

Fonction publique

Secrétaire de séance : Mme Martine BEVILACQUA

Régime indemnitaire

φφφφφφφφ

Madame la Vice-présidente présente :

Le régime indemnitaire se définit comme un complément du traitement, distinct des autres éléments de rémunération. Il est facultatif et est attribué sur la base d'une décision de l'organe délibérant. Au terme de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, c'est l'assemblée délibérante de la collectivité qui fixe, dans les limites du principe de parité et dans le respect des équivalences de grade avec ceux de l'Etat, les régimes indemnitaires qui seront applicables dans la collectivité.

Actuellement, les délibérations des 16 décembre 2002, 29 mars 2004, 27 mars 2006 et 4 février 2009 définissent le régime indemnitaire des agents du CCAS d'AIGUILLON et les modalités de sa mise en œuvre.

Le régime indemnitaire des agents du CCAS d'AIGUILLON est constitué d'une multitude de primes, différentes selon les catégories et les filières.

Publié le

- Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

- Le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

- La circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel imposent la mise en place d'un nouveau régime indemnitaire dans les différentes fonctions publiques.

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle,
- Le complément indemnitaire (C.I.A) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (facultatif).

Il a pour finalité de :

- Prendre en compte la place des agents dans l'organigramme de la collectivité et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- Susciter l'engagement et valoriser l'expérience professionnelle des agents ;
- Donner une lisibilité et davantage de transparence ;
- Favoriser une équité de rémunération entre filières ;

**Après en avoir délibéré,
le Conseil d'Administration, a décidé**

7 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **D'APPROUVER** ce régime indemnitaire,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Fait et délibéré, les jours, mois et an que
dessus,
Pour copie conforme,

La Vice-présidente,
Valérie BIDE

